

MISSION GROSERRIN : DES PROPOSITIONS INACCEPTABLES...

Transmis à la presse, le rapport provisoire issu de la mission parlementaire Groperrin sur « la formation initiale et le recrutement des enseignants », s'il reprend à son compte les jugements « réservés, voire sévères » exprimés par les rapports officiels, constitue une véritable provocation concernant la formation des enseignants et leurs statuts. Le SNESUP, qui s'est lui-même procuré ce texte, le rend public sur son site internet.

Le rapport ne propose rien de moins que la suppression du recrutement par concours, qui serait remplacé « d'ici 10 à 15 ans » par un recrutement de titulaires d'un master au niveau académique ou des établissements, confirmant ainsi une forme d'extension de la loi LRU à l'enseignement scolaire.

Ce rapport propose de fixer les épreuves d'admissibilité - à dimension académique - en fin de licence et les épreuves d'admission - professionnelles - en fin de Master, entretenant ainsi une fracture entre formation académique et formation professionnelle.

La proposition d'un « numerus clausus » en M1, fonction du nombre de postes au concours, irait dans le sens de l'instauration de la sélection en Master, que le SNESUP refuse. Ce ne sont pas les hypothétiques dispositifs d'aide sociale aux étudiants dont on ne sait ni le montant, ni qui ils concerneraient qui pourraient se substituer à de réels pré-recrutements.

Dès maintenant, plutôt que de proposer des professeurs expérimentés dans les zones d'éducation prioritaire, un contrat serait proposé aux nouveaux enseignants pour les inciter à exercer.

Les propositions concernant le contenu de la formation insistent sur des « éléments de pédagogie » déconnectés du contexte disciplinaire et s'étendent sur les problématiques transversales, au détriment des savoirs disciplinaires et didactiques.

Il s'agirait aussi de transférer la responsabilité de la formation professionnelle des universités aux acteurs sur le terrain. De plus, serait créé une haute autorité chargée de prescrire et d'évaluer sur le modèle de la médecine, mettant en péril les libertés pédagogiques des enseignants.

Le rapport préconise aussi la suppression de l'Agrégation externe ; l'intervention des agrégés serait limitée au Bac-3, Bac+3 contribuant ainsi, dans le prolongement de la vision ministérielle de la licence, à fragiliser le lien enseignement-recherche dès la licence.

Quant aux IUFM, vivement décriés sans qu'il y ait eu de bilan analytique et contradictoire comme le réclame le SNESUP, les éléments du rapport ne leur voient un rôle éventuel que dans le cadre de pôles universitaires de proximité (PUP).

Après la pulvérisation de la formation des enseignants en 2009, ces propositions - loin d'apporter des remèdes - en aggraveraient encore les effets désastreux.

Le SNESUP demande que soit abrogée la contre-réforme de 2009 et que s'ouvrent des négociations sur de tout autres bases.

C'est l'avenir des jeunes qui est en cause !

Rapport à télécharger à :

<http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5768&ptid=5&cid=1170>

Pécresse au Budget, Wauquiez sans budget...

Après plus de quatre années au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Valérie Pécresse quitte le navire. L'exercice de son ministère figure parmi les plus sombres pour la communauté universitaire et scientifique.

En imposant la loi « LRU », en mettant sous tutelle les activités des universitaires, en pulvérisant le statut des enseignants-chercheurs, en atomisant la formation des enseignants, en cherchant à supprimer des emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche..., elle aura mis dans la rue l'immense majorité de la communauté universitaire en 2009.

Contrairement à la communication du gouvernement, dont l'autosatisfaction est la marque de fabrique, jamais en 4 ans il n'a été question d'autonomie intellectuelle, de garantie des libertés scientifiques ou pédagogiques. Les mystifications budgétaires ne peuvent masquer l'austérité imposée aux établissements et l'accélération de la déstructuration de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : Valérie Pécresse au Budget, Laurent Wauquiez sans budget...

Le SNESUP prend acte du remaniement gouvernemental. De simples changements de maroquin ne changeront pas les politiques brutales et régressives menées par le gouvernement. Des réponses sont attendues d'urgence par la communauté universitaire, nos revendications pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche demeurent. Le SNESUP entend obtenir satisfaction.

Paris, le 29 juin 2011

Dernière minute : ARRÊTÉ LICENCE, EN COMITÉ DE SUIVI LE 6 JUILLET !

Nous venons d'apprendre que le comité de suivi licence, dont la réunion prévue ce jour avait été annulée, est convoqué le 6 juillet pour examiner un projet de nouvel arrêté licence. En convoquant le comité de suivi à deux jours ouvrables du CNESER, sensé donner un avis sur le texte, Laurent Wauquiez s'inscrit dans les mêmes procédés que son prédécesseur : en entamant l'exercice de son ministère par un coup de force !

Voir aussi sur le site du SNESUP :

<http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5765&ptid=5&cid=240>

<http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5770&ptid=5&cid=240>